

Infrastructure / Un député libéral défend la liaison Cerexhe-Heuseux à Beaufays

« Le gouvernement doit se ressaisir »

L'ESSENTIEL

- Le député libéral Philippe Dodrimont veut voir la liaison autoroutière à l'est de Liège sortir de terre.
- Il dépose une proposition de résolution visant à le mettre en œuvre.
- Jusqu'à présent, un total de 17,5 millions d'euros y ont été consacrés.
- En 2009, le gouvernement wallon bloquait le projet vieux de 40 ans.



LE 27 MAI 2009, Greenpeace avait manifesté son opposition au projet de liaison autoroutière CHB. Quelques semaines plus tard, la nouvelle majorité régionale PS-CDH-Ecolo mettait CHB au frigo. © BELGA.

En projet depuis quarante ans, la liaison autoroutière à l'est de l'agglomération liégeoise et reliant Cerexhe-Heuseux à Beaufays (CHB) a déjà fait couler beaucoup d'encre et dépenser des millions d'euros d'argent public. Sans être concrétisée.

Ce constat, le député libéral Philippe Dodrimont ne peut que le regretter. « Nul ne sait quel est le sort exact réservé à cette liaison. Pour rappel, les travaux devaient débuter, selon Michel

Daerden, au premier semestre 2009 », indique le député-bourgmestre d'Aywaille. C'était avant la déclaration de politique régionale des partis de l'Olivier, qui prévoit « de ne pas poursuivre le projet et d'examiner les conséquences de cette décision », comme ne le cesse de le rappeler le ministre Philippe Henry (Ecolo).

Pourtant, Philippe Dodrimont déplore les sommes dépensées jusqu'à ce jour, un total de 17,5 millions d'euros de

puis 1973, principalement des études, sans voir le projet sortir de terre. « Le dossier a été initié par des gens sérieux, mais je suis dégoûté de voir tout cet argent public gaspillé. Le projet est bon et il a sa raison d'être, mais je remarque que tous (PS et CDH) baissent leur pantalon devant Ecolo ! Il faut assumer ce qui a été initié, et c'est justement ce qu'Ecolo ne fait pas en entrant dans la majorité », déclare le député, ne comprenant pas le changement de position

du gouvernement en place par rapport aux bases jetées en vue de concrétiser CHB.

« Un chaînon manquant »

C'est pourquoi Philippe Dodrimont, soutenu par les parlementaires libéraux liégeois, déposera, la semaine prochaine, une proposition de résolution visant à mettre en œuvre ce tronçon autoroutier. « Le gouvernement doit se ressaisir et prendre ses responsabilités. Et je me

réjouis de voir ça ! », poursuit-il. Il y a des mandataires locaux concernés qui devront admettre que cette liaison ne se fera pas, ce qui serait handicapant pour leur ville », soutient-il.

Concrètement, le député libéral attend un positionnement clair de tous les parlementaires. En vue de poursuivre le projet, « dont la périphérie liégeoise, plus rurale, a bien besoin. C'est un vrai chaînon manquant. »

Dans cet épineux dossier, la question du sort des riverains propriétaires de biens immobiliers situés dans la zone de réservation inscrite dans le plan de secteur est primordiale.

Le coût des expropriations et acquisitions réalisées par l'État puis par la Région depuis 1973 est de 6,657 millions d'euros. Et il restera encore 78 immeubles à acquérir ainsi que des emprises non bâties dans l'hypothèse d'une réalisation de la liaison.

« Il m'importe de pouvoir leur proposer (NDLR : aux riverains concernés) des solutions de manière à sortir de la situation de blocage engendrée par l'existence de la zone de réservation », soutient le ministre en charge de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité, Philippe Henry. Or, si le gouvernement en place a bien déclaré ne pas poursuivre le projet, il n'a pas (encore) utilisé l'article du CWA-TUP prévoyant en cas de renoncement à réaliser l'infrastructure « d'abroger le périmètre ou la partie de périmètre de réservation concerné », par arrêté du gouvernement.

En attendant, tous ces propriétaires sont dans l'attente, précise Philippe Dodrimont. Avec sa résolution, le député-bourgmestre espère débloquent le dossier au plus vite. ■ GIL BIDOU

Saive / Le bourgmestre face au départ des militaires

Le plan de Marc Bolland pour la caserne

Dans un peu plus d'un an – d'ici le mois d'octobre 2011 –, les 420 militaires des 2^e et 4^e régiments de chasseurs à cheval auront quitté la caserne de Saive. C'est en tout cas ce que prévoit le plan de restructuration concocté par le ministre de la Défense, Pieter De Crem.

Du coup, la commune de Blegny se retrouve avec un site de 50 hectares qui abrite 100.000 m² de bâtiments, le reste étant constitué de forêts et de terrains agricoles. Pour Marc Bolland (PS), bourgmestre de Blegny, pas question que le site reste inoccupé ou soit livré à des promoteurs privés et à la spéculation immobilière sans que la commune ait son mot à dire.

« Nous allons prendre posses-

sion des terrains via une expropriation avec l'accord de la Défense, explique le bourgmestre qui a fait part de ses intentions au ministre. Lorsqu'un terrain militaire est déclassé, il devient zone d'intérêt collectif. Cela signifie que nous ne devons pas payer le prix d'un terrain à bâtir même s'il y a quantité de bâtiments construits ».

Le projet des autorités communales consiste à abattre la moitié des bâtiments – les hangars notamment – et de valoriser en logements, bureaux et petits commerces les autres immeubles, rénovés récemment par la Défense pour 35 millions d'euros. « Nous voulons préserver un maximum d'espaces verts (45 ha sur les 50 du site)

en les rendant accessibles à la population. Les terrains agricoles eux, doivent être laissés à leur fonction et nous devons profiter de la maîtrise foncière du site pour régler des problèmes de mobilité dans le village de Saive. »

La question du prix d'achat du site a déjà été évoquée brièvement au conseil communal, l'opposition craignant un coût de 25 euros le m². « Une estimation beaucoup trop élevée qui ne repose sur rien », déclare Marc Bolland. On s'orienterait plus vers un prix oscillant autour des 10 euros le m².

Dans un premier temps, Marc Bolland compte proposer au conseil la désignation d'un auteur de projet dont la mission consistera à réaliser un schéma général d'aménagement du site sur base des directives de la commune. « Par la suite, nous contacterons les différents partenaires de ce type de projet – Sorasi, Spi+, société de logement social, promoteurs privés – pour la concrétisation des aménagements. La population sera consultée et informée lors des différentes phases : nous devons encore voir quel est l'outil urbanistique le plus adéquat pour ce type de projet », conclut Marc Bolland. ■ Ph. Bx

Liège / Ogeo a racheté la « Résidence Grand Poste »

Le fonds de pension de Tecteo investit près de la Grand Poste

Le quartier de la Grand-Poste à Liège est-il en passe de devenir un terrain d'investissement immobilier alléchant ? Ogeo, le fonds de pension de Tecteo, croit en tout cas en une plus-value future du quartier. Il vient d'acheter la résidence Grand Poste, un bâtiment de caractère contenant 18 appartements et situé en face de la Grand Poste.

« Le quartier en vaut la peine. On connaît le projet des frères Berryer - NDLR : transformation de l'ancienne Grand Poste en un centre commercial couplé à un hôtel -, nous nous attendons donc à réaliser une belle plus value après transformation du bâtiment qui sera destiné à la location », déclare Marc Beyens, le directeur d'Ogeo. Une société immobilière spécifique dénommée tout simplement « résidence Grand Poste » a été créée, avec à sa tête, le directeur de Tecteo, Stéphane Moreau.

« Pour chaque projet immobilier, nous créons une société de manière à ce que l'investissement ait sa logique propre. C'est une question de transparence, poursuit Marc Beyens. Achat et transformation compris, Ogeo s'apprête à investir environ 1,7 million d'euros, 70 % sur fonds propres, le reste provenant d'un emprunt bancaire. Le produit des locations est destiné à rémunérer le fonds de pension auquel

sont affiliés notamment les agents de Tecteo et de la Cile, répartis par « canton » au sein d'Ogeo. « Pour le moment, l'investissement n'est pas encore affecté à un canton spécifique, explique Marc Beyens.

Un autre investissement devrait augmenter l'attractivité du quartier : la construction d'un parking souterrain de 600 places devant la Grand Poste. Là,

c'est la Ville qui est aux commandes : elle envisage de confier sa réalisation et sa gestion à un promoteur privé désigné après appel à candidatures. Tout en lui imposant des contraintes de prix. La question sera sur la table du projet CA de la Fippal – filiale immobilière publique des parkings de Liège. ■ Ph. Bx

ICTAM 1118 02/548 98 98
fax 02/5112 98 - R de la Montagne 52 - 1000 Bruxelles
tel. 063/22 79 17 - R des Faubourgs 41 - 6700 Arlon

La passion du voyage complet bien encadré

<input type="checkbox"/> CACHEMIRE & LADAKH Trésors cachés de l'Himalaya. 14j. 24/05	<input type="checkbox"/> NAMIBIE 15j. 20/07 Maintenant avec vols directs.
<input type="checkbox"/> LIGURIE & PIEMONTE 7j. 5/06 Avec le Cinque Terre.	<input type="checkbox"/> Circuit complet, avec le Kalahari, Fish River Canyon, le parc national d'Etosha.
<input type="checkbox"/> POLOGNE 8j. 7/06, 26/07 Du nord au sud, Année Chopin!	<input type="checkbox"/> AÇORES 8j. 23/07 Méconnues et si jolies.
<input type="checkbox"/> CHINE Les Montagnes Célestes et les 3 grandes religions. 19j. 8/06	<input type="checkbox"/> BRESIL 15j. 29/07 Circuit complet avec l'Amazone, sous la conduite de Fr. Scholliers
<input type="checkbox"/> INDONÉSIE 18j. 5/07 Java, le pays des Torajas, Lombok et Bali, sous la conduite de Frans Boenders.	

www.ictam.com

Le 24 avril...
L'OPL lève un coin du voile !
Surprises et concerts au programme

Orchestre
Philharmonique de Liège 1960
Wallonie Bruxelles 2010

À partir de 14h ou de 18h
Infos : 04 220 00 00 ou www.opl.be
Liège, Salle Philharmonique
(Bd Piercot, 25-27, 4000 Liège)
Tickets disponibles le jour même

JOURNÉE GRATUITE